ARTICLE III**Traitement de la nation la plus favorisée (traitement NPF) après l'établissement et exceptions au traitement NPF**

(1) Chacune des Parties contractantes accorde aux investissements et aux revenus d'investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, aux investissements et aux revenus d'investisseurs d'un État tiers.

(2) Chacune des Parties contractantes accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, l'utilisation, l'exploitation ou la liquidation de leurs investissements ou revenus, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, aux investisseurs d'un État tiers.

(3) L'alinéa (3)b) de l'article II et les paragraphes (1) et (2) du présent article ne s'appliquent pas au traitement accordé par une Partie contractante aux termes d'un accord bilatéral ou multilatéral, actuel ou futur :

- a) qui établit, renforce ou élargit une zone de libre-échange, un marché commun ou une union douanière,
- b) qui a été négocié dans le cadre du GATT ou de l'organisation qui lui a succédé et qui libéralise le commerce des services, ou
- c) qui se rapporte :
 - i) à l'aviation,
 - ii) aux réseaux et services de télécommunications,
 - iii) aux pêches,
 - iv) aux questions maritimes, notamment le sauvetage, ou
 - v) aux services financiers.